



Bureau National du 04 septembre 2013

Résumé du rapport présenté par A. Sanchez

L'impérialisme US et ses alliés préparent la guerre contre la Syrie pour s'approprier les richesses de toute une région.

60% des réserves mondiales de pétrole et de gaz exploitées ou non sont au Moyen-Orient. De plus, la Syrie est un pays où transitent quantité de matières premières, le gaz en particulier.

Ce pays représente donc un enjeu considérable dans la recherche de profits nouveaux pour le capital.

Cette bataille se mène naturellement dans le cadre d'une concurrence internationale intense entre grandes puissances, ce qui bien sûr ajoute aux risques d'embrasement dépassant le seul Moyen-Orient.

Quelles sont les armes utilisées, c'est le sujet sur lequel la propagande impérialiste veut entraîner les opinions publiques pour justifier l'intervention militaire. Les arguments avancés ont déjà été utilisés pour envahir l'Irak. On sait ce qu'il en est aujourd'hui dans ce pays, on sait également ce qui se passe en Lybie, on est très loin des déclarations pour protéger et aider les peuples de ces pays. En clair il s'agit de mettre à feu et à sang toute la région pour mieux la maîtriser et y installer des pouvoirs fantoches au service des multinationales.

En Lybie, en Irak, les compagnies pétrolières US et Françaises signent des contrats d'exploration et d'exploitation des gisements pétroliers.

Les multinationales n'ont jamais eu le moindre souci du devenir des peuples. La recherche de profits nouveaux est leur seul objectif, le reste n'est que prétexte et propagande.

Nous sommes les seuls à avoir cette analyse politique, il faut nous y tenir pour apporter l'éclairage politique nécessaire. Nous devons être attentifs à ne pas nous laisser entraîner sur d'autres terrains.

Les grandes puissances sont confrontées à leurs opinions publiques qui pour l'instant résistent à la propagande capitaliste, mais nous savons bien qu'elles peuvent passer outre.

Les USA et la France ont déjà déclaré qu'ils se passeraient du mandat de l'ONU, leur volonté à intervenir n'est plus à démontrer.

Nous ne pouvons dire aujourd'hui comment et de quelle façon la situation va évoluer mais compte-tenu des enjeux considérables, elle devient extrêmement dangereuse et peut amener à un embrasement généralisé, d'autant qu'Israël et la Turquie, aux ordres des USA, attisent les tensions. Nous assistons à un nouveau partage du monde, et encore une fois on mesure les conséquences de la disparition de l'URSS aujourd'hui.

Cette situation internationale est bien sûr utilisée par la propagande gouvernementale pour masquer, autant que faire se peut, les sales coups portés aux acquis sociaux.

On connaît les décisions du gouvernement Hollande concernant les retraites.

Ce sont les actifs et les retraités qui vont payer, les entreprises vont échapper au financement de la protection sociale.

Le gouvernement Hollande a consulté le MEDEF à plusieurs reprises pour voir comment satisfaire ses exigences qui s'élèvent à 100 milliards de cadeaux supplémentaires au travers de nouvelles exonérations sociales et fiscales.

Hollande veut exonérer les entreprises des cotisations de la branche famille ce qui représente environ 36 milliards d'euros.

De nouvelles rencontres doivent avoir lieu prochainement entre le MEDEF et le gouvernement pour examiner les mesures consistant à faire baisser encore le « coût du travail » en France. A noter que la CFDT a fait savoir qu'elle veut participer à ces rencontres, on ne doute pas qu'elle a des propositions à faire et on sait dans quel sens.

Il faudra donc, à moins que les luttes se développent, cotiser plus et travailler plus longtemps pour accéder à la retraite, les pensions vont de nouveau baisser pour les retraités, les salaires des actifs également. C'est le résultat du « dialogue social » voulu par le gouvernement et l'ensemble des centrales syndicales.

En l'absence de rapport de force, il est évident que le résultat n'est pas surprenant. C'est dans ce contexte que l'initiative d'action du 10 Septembre se prépare. Des assemblées générales ont lieu dans les départements, 4 rassemblements régionaux ont ou vont avoir lieu dans les grandes régions, les initiatives prises dans les départements commencent à être connues mais disons-le, la mobilisation n'est pas à la hauteur des coups portés. Les centrales syndicales, le gouvernement, le MEDEF se sont rencontrés pendant tout le mois de Juillet sans qu'il y ait d'appel à la lutte, la stratégie du « dialogue » choisie par les confédérations se poursuit.

Notre présence est essentielle dans les luttes, nos explications sont indispensables sur tous les sujets, économiques, sociaux, politiques. Le tract de rentrée doit éclairer sur les enjeux qui sont posés. Notre présence dans les luttes, les rassemblements, les manifestations le 10 Septembre doit être assurée partout où nous sommes.

Les travailleurs ont besoin d'explications, de notre analyse, de nos propositions.

Le 10 Septembre ne doit pas être une fin, une sorte de baroud d'honneur.

Les attaques vont se poursuivre, « coût du travail », budgets sociaux, le capital n'a pas d'autre choix, il lui faut trouver de nouvelles sources de profits.

Le budget 2014 prévoit 14 milliards d'économies sur les dépenses publiques et sociales.

La TVA va augmenter, les salaires et pouvoir d'achat continuer à baisser.

Il est extraordinaire que quand les chiffres du chômage battent des records mois après mois, le gouvernement y voit « un encouragement à poursuivre cette politique ». Rappelons que 300 000 emplois ont été détruits en un an. Tout cela bien sûr, c'est pour servir les multinationales. Pour elles tout va bien !!

Nous avons publié sur notre site toute une série de résultats financiers. Pour résumer, les profits réalisés et connus à ce jour ont progressés de 11% au premier semestre (32 milliards d'euros), le CAC 40 a progressé de 12% depuis Juillet.

Les journaux économiques annoncent une croissance positive jusqu'à la fin de l'année, « la crise est derrière nous » disent-ils, il faut donc poursuivre les politiques d'austérité mises en œuvre.

L'industrie continue de chuter, moins 4,4% entre Mai 2011 et Juin 2013, c'est la poursuite de la casse.

Des plans de licenciements sont toujours en suspens, Goodyear, Fralib, Kem-One, Pétroplus, Transcom. D'autres sont en préparation comme chez Total ou le groupe prévoit la fermeture d'une activité en France.

Les partis politiques sont loin de ces préoccupations, ils sont aujourd'hui totalement pris par la préparation des prochaines échéances électorales.

La droite tente de rassembler toutes ses composantes, le front de gauche est divisé sur la position à prendre vis-à-vis du PS, le parti communiste français est dans le piège des alliances avec le PS pour conserver ses élus.

Le front national mène une campagne de terrain, mais ne s'exprime pas ou le moins possible sur la casse des acquis sociaux et pour cause. Reste que le comportement des dirigeants politiques lui est favorable.

Sur le plan des luttes, tout est axé sur le 10 Septembre, mais il faut relever celles sur les salaires et l'emploi, certes peu nombreuses mais qui démontrent que le mécontentement est bien présent. La lutte du personnel hospitalier de l'Hôtel Dieu contre la fermeture des urgences en est un exemple. Exprimons notre soutien, rencontrons-les.

C'était hier la rentrée des classes, c'est la mise en œuvre de la régionalisation de l'école, première conséquence : les parents sont mis à contribution pour financer les activités périscolaires proposées aux enfants. Continuons à donner notre avis, nos propositions sur le sujet.

En Egypte l'armée a pris le contrôle politique du pays. En Tunisie, les luttes sociales se poursuivent. Les « négociations » Israël-Palestine se poursuivent mais comme prévu rien ne bouge.

En Afrique du Sud des luttes puissantes ont lieu dans l'automobile, les mines de cuivres et les mines d'or. Les travailleurs revendiquent des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

www.sitecommunistes.org